

ISSN 2071 - 1964

**Revue interafricaine de littérature,
linguistique et philosophie**

Particip'Action

**Revue semestrielle. Volume 13, N°1 – Janvier 2021
Lomé – Togo**

ADMINISTRATION DE LA REVUE *PARTICIP'ACTION*

Directeur de publication	: Pr Komla Messan NUBUKPO
Coordinateurs de rédaction	: Pr Martin Dossou GBENOUGA : Pr Kodjo AFAGLA
Secrétariat	: Dr Ebony Kpalambo AGBOH : Dr Komi BAFANA : Dr Kokouvi M. d'ALMEIDA : Dr Isidore K. E. GUELLY

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE RELECTURE

Président: Serge GLITHO, Professeur titulaire (Togo)

Membres:

Pr Augustin AÏNAMON (Bénin), Pr Kofi ANYIDOHO (Ghana), Pr Zadi GREKOU (Côte d'Ivoire), Pr Akanni Mamoud IGUE, (Bénin), Pr Mamadou KANDJI (Sénégal), Pr Taofiki KOUMAKPAÏ (Bénin), Pr Guy Ossito MIDIOHOUAN (Bénin), Pr Bernard NGANGA (Congo Brazzaville), Pr Norbert NIKIEMA (Burkina Faso), Pr Adjai Paulin OLOUKPONA-YINNON (Togo), Pr Issa TAKASSI (Togo), Pr Simon Agbéko AMEGBLEAME (Togo), Pr Marie-Laurence NGORAN-POAME (Côte d'Ivoire), Pr Kazaro TASSOU (Togo), Pr Ambroise C. MEDEGAN (Bénin), Pr Médard BADA (Bénin), Pr René Daniel AKENDENGUE (Gabon), Pr Konan AMANI (Côte d'Ivoire), Pr Léonard KOUSSOUHON (Bénin), Pr Sophie TANHOSOU-AKIBODE (Togo).

Relecture/Révision

- Pr Serge GLITHO
- Pr Ataféi PEWISSI
- Pr Komla Messan NUBUKPO

Contact : Revue *Particip'Action*, Faculté des Lettres, Langues et Arts de l'Université de Lomé – Togo.

01BP 4317 Lomé – Togo

Tél. : 00228 90 25 70 00/99 47 14 14

E-mail : participaction1@gmail.com

© Janvier 2021

ISSN 2071 – 1964

Tous droits réservés

LIGNE EDITORIALE

Particip'Action est une revue scientifique. Les textes que nous acceptons en français, anglais, allemand ou en espagnol sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

La taille des articles

Volume : 15 à 16 pages ; interligne : 1,5 ; pas d'écriture : 12, Times New Roman.

Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- Un **Résumé** en français qui ne doit pas dépasser 6 lignes (60 mots)
- Les **Mots-clés** ;
- Un résumé en anglais (**Abstract**) qui ne doit pas dépasser 8 (huit) lignes ; Ce résumé doit être traduit en français.
- **Key words** ;
- **Introduction** ; elle doit mettre en exergue la problématique du travail
- **Développement** ;

Les articulations du développement du texte doivent être titrées et/ou sous titrées ainsi :

1. Pour le **Titre** de la première section
- 1.1. Pour le **Titre** de la première sous-section
2. Pour le **Titre** de la deuxième section
- 2.1. Pour le **Titre** de la première sous-section de la deuxième section
- 2.2. etc.

- **Conclusion**

Elle doit être brève et insister sur l'originalité des résultats de la recherche menée.

- **Bibliographie**

Les sources consultées et/ou citées doivent figurer dans une rubrique, en fin de texte, intitulée :

Bibliographie.

Elle est classée par ordre alphabétique (en référence aux noms de famille des auteurs) et se présente comme suit :

Pour un livre : NOM, Prénom (ou initiaux), (Année de publication). *Titre du livre (en italique)*. Lieu d'édition, Maison d'édition.

Pour un article : NOM, Prénoms (ou initiaux), (Année de publication). "Titre de l'article" (entre griffes) suivi de in, *Titre de la revue (en italique)*,

Volume, Numéro, Lieu et année d'édition, Indication des pages occupées par l'article dans la revue.

Les rapports et des documents inédits mais d'intérêt scientifique peuvent être cités.

La présentation des notes

La rédaction n'admet que des notes en bas de page. Les notes en fin de texte ne sont pas tolérées.

Les citations et les termes étrangers sont en italique et entre guillemets « ».

Les titres d'articles sont entre guillemets “ ”. Il faut éviter de les mettre en italique.

Les titres d'ouvrages et de revues sont en italique. Ils ne sont pas soulignés.

La revue *Particip'Action* s'interdit le soulignement.

Les références bibliographiques en bas de page se présentent de la manière suivante : Prénoms (on peut les abréger par leurs initiaux) et nom de l'auteur, *Titre de l'ouvrage*, (s'il s'agit d'un livre) ou “Titre de l'article”, *Nom de la revue*, (vol. et n°), Lieu d'édition, Année, n° de pages.

Le système de référence par année à l'intérieur du texte est également toléré.

Elle se présente de la seule manière suivante : Prénoms et Nom de l'auteur (année d'édition : n° de page). NB : Le choix de ce système de référence oblige l'auteur de l'article proposé à faire figurer dans la bibliographie en fin de texte toutes les sources citées à l'intérieur du texte.

Le comité scientifique de lecture est le seul juge de la scientificité des textes publiés. L'administration et la rédaction de la revue sont les seuls habilités à publier les textes retenus par les comités scientifiques et de relecture. Les avis et opinions scientifiques émis dans les articles n'engagent que leurs propres auteurs. Les textes non publiés ne sont pas retournés.

La présentation des figures, cartes, graphiques... doit respecter le format (format : 12,5/26) de la mise en page de la revue *Particip'Action*.

Tous les articles doivent être envoyés aux adresses suivantes : **participaction1@gmail.com**

NB1 : Chaque auteur dont l'article est retenu pour publication dans la revue *Particip'Action* participe aux frais d'édition à raison de 50.000 francs CFA (soit 75 euros ou 100 dollars US) par article et par numéro. Il reçoit, à titre gratuit, un tiré-à-part.

NB2 : La quête philosophique centrale de la revue *Particip'Action* reste : **Fluidité identitaire et construction du changement : approches pluri-et/ou transdisciplinaires.**

Les auteurs qui souhaitent se faire publier dans nos colonnes sont priés d'avoir cette philosophie comme fil directeur de leur réflexion.

La Rédaction

SOMMAIRE

LITTÉRATURE

1. Aesthetics of Survival in Michael Phillips's *Angels Watching over me*
Ebony K. AGBOH.....9
2. Sarah Forten's Appeal as a Prophetic Voice in the Future of Black
feminist Criticism
Komla M. AVONO & Komi BEGEDOU.....25
3. The Postcolonial Writer and the Domestication of the English
Language: A Reading of Kwakuvi Azasu's *The Slave Raiders*
Kokouvi Mawulé d'ALMEIDA.....43
4. Shakespeare on integration: towards a Semiotic Study of *Othello* and
the Merchant of Venice
Biava Kodjo KLOUTSE59
5. Migration im Kolonialkontext, am Beispiel von Uwe Timms *Morenga*
Kuessi Marius SOHOUE73
6. „Kulturbegegnung zur Migrationszeit. Diagnose und Perspektive der
Beziehung zwischen Okzident und Orient in Michael Kleebergs *Roman*
Der Idiot des 21. Jahrhunderts. Ein Divan“
Konan Hubert KOUADIO95
7. Zu den transkulturellen Phänomenen in Gerhard Seyfrieds historischem
Roman *Herero*
Boaméman DOUTI119
8. Memoria y metamorfosis de la sociedad española postfranquista en *Al*
amparo de la ginebra, de José Luis Serrano
Maguette DIENG.....137
9. Des récits de vie pour survivre au génocide rwandais
Babou DIENE.....159

LINGUISTIQUE

10. Analyse sémantique de quelques patronymes éwé motivés par la
divinité *Hèvièsò*
Vinyikê Dzodzi SOKPOH.....185
11. Création métaphorique dans deux langues béninoises
Zakiath BONOU-GBO, Laurent ATCHIKPA & Wilson KOBOUE.....205

12. Approche morphosyntaxique du verbe en nghlwa parler de mbatto-
bouake
N'Sou Chabelle AGRE225
13. Marquage des tons et problèmes sémantiques dans les langues
africaines: étude du /yɔ/ en hwegbe, parler àjá
Dovi YELOU.....251
14. Etude morphosemantique des expressions idiomatiques en kabiye
Essodina PERE-KEWEZIMA & Essohanam KAROUE.....267

PHILOSOPHIE ET SCIENCES SOCIALES

15. Les chaînes de télévision privées sénégalaises : l'essor d'un service
public de l'audiovisuel en marge de l'état ?
Mor FAYE285
16. L'épistémologie de Gaston Bachelard : vers quel humanisme ?
Gervais KISSEZOUNON329
17. Promotion de l'écotourisme comme source de réduction de la pauvreté
en milieu rural dans la région de la Kara au Togo
**Kouyadéga DJALNA, Anissou BAWA & Albert TINGBE-
AZALOU.....353**

PROMOTION DE L'ÉCOTOURISME COMME SOURCE DE RÉDUCTION DE LA
PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL DANS LA RÉGION DE LA KARA AU TOGO

Kouyadéga DJALNA*

Anissou BAWA†

Albert TINGBE-AZALOU‡

Résumé

Longtemps ignorés dans le processus de lutte contre la pauvreté en milieu rural, l'écotourisme offre aux acteurs en présence de nouvelles stratégies d'action pour faire face aux défis de développement. Dans les pays en développement, l'illusion des solutions se trouverait ailleurs et il faut impérativement s'arrimer aux modèles de développement des pays occidentaux. Faute de n'avoir réussi avec ces modèles importés, une place importante est de plus en plus accordée aux savoirs locaux sans toutefois s'extraire du soutien externe. La région de la Kara au Togo, abordé dans cet article, s'inscrit dans cette dynamique avec les récents travaux de valorisation des potentialités écotouristiques et des savoirs locaux qui constituent le socle des projets visant à réduire la pauvreté.

Mots-clés : Écotourisme, développement local, agriculture, Kara, Togo

Abstract

Ignored in the process of combating poverty in rural areas, ecotourism offers actors in the presence of new strategies of action to face development challenges. In developing countries, the illusion of solutions would lie elsewhere and it is imperative to align with the development models of developed countries. Due to the lack of success with these imported models, an important place is increasingly given to local knowledge without however withdrawing from external support. The Kara region in Togo, discussed in this paper, is part of this dynamic with recent work to promote ecotourism potential and local knowledge which form the basis of projects aimed at reducing poverty.

Keywords: Ecotourism, local development, agriculture, Kara, Togo

* Université de Kara (Togo) ; Email : kouyadegah@yahoo.fr

† Université de Kara (Togo) ; Email : anissoub@gmail.com

‡ Université d'Abomey-Calavi (Bénin) ; Email : blenu2013@hotmail.com

Introduction

L'incidence des conditions de vie difficile sur les populations en Afrique en général et au Togo en particulier a conduit à toutes sortes de mécanismes de lutte. L'observation sur le terrain des conditions de lutte contre la pauvreté est loin de conclure à des résultats positifs concernant l'amélioration du cadre de vie des populations. Les actions de lutte semblent tirer vers le bas les populations. La paupérisation prend une ascendance sur l'amélioration des conditions de vie. L'extrapolation en matière de développement de la plupart des pays au Sud du Sahara a conduit inexorablement à des échecs et à des recommencements. Selon les observations empiriques sur les marchés locaux, les populations des campagnes les plus reculées du Togo vivent à l'ère de la société de consommation sans avoir pris les dispositions nécessaires conseillées par W.W. Rostow (1963, p.29) au travers des cinq étapes de la croissance. Cette situation est-elle adaptée pour un développement durable à l'image des pays occidentaux qui font office de modèle ? La non vulgarisation des animaux de traits dès l'amorce du développement pose aujourd'hui un problème d'inadaptation avec les machines-outils que l'on cherche à pratiquer dans l'agriculture alors que l'achat et l'entretien de ces derniers échappent au pouvoir d'achat du paysan. Cependant, G. Le Thiec (1996, p.13) montre bien le parcours qu'ont emprunté les occidentaux. Dans les pays occidentaux, les animaux de trait ont été progressivement remplacés par les moteurs en éliminant les acteurs les moins performants de la production agricole.

L'environnement économique délétere dans les milieux ruraux conduit à toutes sortes de stratégies de solutions. Depuis longtemps,

les populations et les dirigeants ont toujours misé sur des théories et pratiques exogènes en déphasage avec les réalités des terroirs pour sortir les populations de l'attrape de la misère. De l'indépendance des années 60 à aujourd'hui, les modèles de développement importés d'ailleurs n'ont apporté que peu d'espoir et créé dans le même temps auprès des populations des frustrations, extériorisées par des guerres civiles, des coups d'Etats, de l'immigration clandestine, du terrorisme, le grand banditisme et l'incivisme. Tous ses facteurs réunis ne sont pas des gages d'une amorce de développement durable. Tous ces maux sonnent comme si l'aide apportée aux pays en développement avait d'autres visées. Le contribuable des puissances occidentales comprend à peine que ceux à qui il s'est investi à promouvoir le développement depuis des années, constituent la source de leur malheur : attaque terroriste, prise d'otages avec des victimes et demande de rançon.

Aujourd'hui, la faillite en matière de développement n'est plus à démontrer. Si on admet avec P. Gourou (1982), qu'il n'y a pas d'infériorité naturelle des pays tropicaux, pas d'infériorité intellectuelle de leurs populations, qui sont en ce début du XXI^e dans leur majorité encore rurales et pauvres. Ce qui démontre que l'aide tout faite n'est pas l'apanage pour le développement des territoires en Afrique au sud du Sahara. Il est question d'admettre que les cadres et les paysans se sont mis en position d'infériorité face à leur environnement immédiat et privilégié des méthodes de solutions imaginées ailleurs pour d'autres réalités différentes du contexte qui est le leur.

Pourquoi chercher loin des solutions aux problèmes qui entourent le quotidien des populations ? Le paysan qui connaît mieux

que quiconque son terroir n'est pas en mesure de diagnostiquer les obstacles à son épanouissement et de trouver les solutions immédiates dans son environnement pour les résoudre. Longtemps, les pratiques endogènes culturelles des communautés à la base ont été prises sous l'angle archaïque. Ces pratiques et méthodes aujourd'hui semblent être en parfaite adéquation avec les mesures de la lutte contre les changements climatiques et la promotion d'une agriculture durable ou alternative. Ces aspects pourront-ils être rattrapés et participer à la lutte contre la paupérisation qui apparaît irréversible en milieu rural ? Si l'homme par son intelligence est capable d'être acteur de son devenir et non subir la vie, l'acheminement de cette recherche va contribuer à identifier et revaloriser les éléments de la nature qui pourront accompagner le paysan dans sa quête de développement. N'est-ce pas sur les forces de l'intérieure que l'appui extérieur donnerait des résultats tangibles à la lutte contre la pauvreté dans les milieux où les inégalités persistent ?

1. Démarche méthodologique

1.1. Problématique de la recherche

La situation de pauvreté dans les milieux ruraux au Togo ne laisse pas indifférents les acteurs de développement. Les solutions apportées d'ici et là restent de courte durée car en déphasage avec l'investissement humain. Les richesses des milieux ruraux sont délaissées au profit d'autres paradigmes de développement. La valorisation des techniques à portée des mains des paysans n'est jamais soutenue comme faisant partie des solutions de réduction de la pauvreté bien que des écrits à l'image de Tata⁸⁸, montrent le caractère

⁸⁸ Contribution de la traction asine au développement socioéconomique de la préfecture de Cinkassé au Togo

économique auprès des couches les plus défavorisées en milieu rural où l'inégalité des revenus continue de se creuser davantage.

L'environnement rural est plein de ressources à valoriser pouvant conduire avec l'appui des différentes actions extérieures, à un développement durable. A l'heure actuelle, ces pratiques qui ont été traduites et considérées comme rétrogrades par le passé se révèlent aux yeux des spécialistes des questions environnementales, à l'image du dérèglement climatique avancé, des mesures efficaces de lutte contre les changements climatiques. L'optimisation des acquis des paysans est ignorée par les techniciens de développement sortis des universités, or ils restent les premiers ingénieurs de la lutte contre le dérèglement climatique. Comment accompagner les populations en quête de développement à réduire les inégalités de revenus, les inégalités entre les régions du Togo, si les ressources, les richesses premières dont disposent ces dernières dans leur environnement direct sont ignorées ?

A travers cet article, nous cherchons à démontrer avec des exemples précis que la lutte contre la pauvreté est possible avec des paradigmes locaux. Longtemps ces modèles de développement n'ont pas tenu devant les orientations et les modèles d'autres entités qui n'ont rien à avoir avec les réalités du milieu. La valorisation des idées intrinsèques et de la mise en valeur des ressources naturelles constituent le socle de la renaissance des milieux ruraux. Dans la préface du livre : *Les enjeux du développement local en Afrique : ou comment repenser la lutte contre la pauvreté* de E. Matteudi (2012), J.M. Severino relèvent de nombreuses origines à l'oubli du territoire, de la géographie en général, du cadre spatial dans les politiques de

développement en particulier. Or, Serge Michailof (1987), le crie très haut pour rappeler à ceux qui semblent ignorer cet aspect vital de la question en relevant que : *« loin d'être mis à profit, les savoir locaux qui témoignent d'une connivence intime des paysans avec leurs terroirs et leur communauté sont ignorés »*.

Si l'échec de développement au Togo n'est plus un sujet tabou, il est évident de se poser la question de savoir : quelle politique de développement économique et écologique pour l'intérêt des communautés à la base ? Aujourd'hui, de l'analyse de G. Duteurtre et B. Faye (2009, p.280), la dimension nationale de la pauvreté est indissociable des dynamiques de la pauvreté à des échelles plus locales. A l'heure du bilan, est-il possible pour les communautés à la base de croire aux idées et pratiques venues d'ailleurs ? Le développement ne se vend pas, il ne s'achète pas. Il doit partir des réalités et du vécu quotidien des populations qui cherchent à surmonter les entraves à leur épanouissement. Quels résultats le débat sur le transfert de technologie, la mondialisation a-t-il donnés ? Faut-il partir sur les bases des réalités intrinsèques pour amorcer le développement par la base ? Si le centre du monde se trouve partout, il n'en demeure pas moins vrai que le centre du développement se trouve partout. Telle est la problématique à laquelle tente de répondre cette recherche.

1.2. Hypothèse générale

Comme hypothèse générale, nous estimons que c'est la non valorisation des pratiques endogènes en milieu rural par les développeurs qui contribue à la dégradation de l'environnement, entraînant du coup l'enracinement de la pauvreté.

De manière spécifique :

- ✓ C'est de faire ressortir que les populations sont pauvres dans des milieux naturellement riches ;
- ✓ le retard de développement agricole n'est pas seulement l'absence ou la non mécanisation ;
- ✓ les richesses naturelles à la portée des populations ne sont pas valorisées.

L'objectif général de cette recherche est de démontrer que la base de la sortie de la pauvreté se trouve en premier lieu au sein des communautés à la base.

Spécifiquement, il est question :

- ✓ d'inventorier les ressources capables d'amorcer un développement qui n'entrave pas l'environnement ;
- ✓ de démontrer que la valorisation des potentialités écotouristiques constitue des richesses inépuisables ;
- ✓ Contribuer à la protection de l'environnement par un développement de l'écotourisme à l'image des pays faiblement développés tels que : les Iles dominicaines, le Bhoutan, le Costa Rica, le Cuba ; amener les autorités publiques à aller avec les villages du Togo, à l'école du Bhoutan.

Comme approche d'analyse, nous pensons que l'analyse stratégique de M. Crozier et F. Erhard (1977) est mieux indiquée dans cette situation où les acteurs en présence sont appelés à prendre des décisions rationnelles qui sont conformes à leurs positions et à l'intérêt qu'ils défendent. C'est une question de la sauvegarde et de l'enracinement des positions de tout un chacun. La démarche a contribué à étudier les relations de pouvoir qui existent au sein des communautés à la base entre d'une part les développeurs et ceux qui sont en position de demandeurs d'assistance d'autre part. La démarche

met l'accent sur les choix stratégiques des acteurs. Développée par Crozier et Friedberg (1977), l'analyse stratégique se donne comme objectif, d'étudier et de comprendre le fonctionnement des organisations afin de s'interroger sur le système dans son ensemble. Cette étude permet d'analyser les forces de blocage, les cercles vicieux qui provoquent les crises, interdisent les changements, participent à la stagnation, à la dégradation de l'environnement socio-économique ou qui les autorisent. Nous tenterons d'analyser comment des effets émergents transforment le processus de la lutte contre la pauvreté, en des effets pervers (pauvreté, dégradation de l'environnement, terrorisme et incivisme).

2. Développement au ras du sol

Longtemps mis de côté les capacités internes sur qui l'amélioration des conditions de vie est axée, le développement au ras du sol participe à remettre en cause les politiques de développement dans lesquelles la croissance macroéconomique occupe une place de choix auprès des développeurs. La politique macroéconomique accorde moins d'importance à l'homme : objet même des actions de développement. Au contraire, le développement au ras du sol donne à cet effet, une importance aux initiatives propres des populations et à l'utilisation sur le terrain des techniques et méthodes qui sont jusque-là sous employées.

2.1. Les ressources locales et le développement soutenable

La non prise en compte des potentialités économiques de base qui entourent les populations n'a pas permis à ces dernières de se rendre à l'évidence qu'elles avaient des potentialités à puiser de leur milieu. Le complexe d'infériorité qui a emballé les habitants des hameaux les plus reculés a laissé moins de place à l'esprit

d'entrepreneuriat. Par certains comportements, le paysan s'est rabaissé et a mis en veilleuse ses capacités intellectuelles, capables de le mettre plus ou moins au-dessus des conditions difficiles. L'esprit de cadeau et du « grand frère »⁸⁹ ont marqué plusieurs générations et renforcent aujourd'hui l'attente à une action extérieure dans le but de trouver des solutions aux problèmes qu'ils soient individuels ou d'ordre collectif. Pour P. Germaine, repris par Y. Assogba (2004, p.161), « Le seul mal qui ronge l'Afrique est le manque de confiance de ses fils en eux-mêmes ». Il faut donc rompre, à l'image d'Assogba (2004), avec le mythe du colonialisme et du néocolonialisme qui perdure. A juste titre, il soutient qu'aucun problème ne sera véritablement solutionné en matière de développement sans une appropriation et réappropriation critique, par les sociétés africaines (élites politiques et intellectuelles, populations) elles-mêmes des savoirs et savoir-faire endogènes, ainsi que l'héritage scientifique et technologique existant.

Si toute nature, tout environnement est hostile à l'être humain, il n'en demeure pas moins vrai que le développement doit être une logique de lutte face aux contraintes de plein épanouissement. Il est d'ailleurs démontré dans la vie courante qu'il n'y a pas de réussite sans adversité. Cependant, l'observation empirique montre que dans les villages, le développement n'est pas pris par le paysan dans une logique ou un moyen à surmonter les difficultés. Il y a bien un lien

⁸⁹ L'assistance n'a pas donné les effets escomptés. Que ce soient les actions des acteurs originaires des milieux, les ONG, les initiatives ont été étioilées par la logique sociale du « grand frère ». Ce dernier est l'homme providentiel à qui la population est redevable. Le « petit frère », c'est la communauté à la base qui attend d'être assistée, guidée et recevoir des directives. La connaissance et les moyens sont du ressort du grand frère, le petit frère qui vit au milieu des conditions difficiles, quant à lui est un être passif qui n'a de conscience que le grand frère. Le grand frère, c'est celui de la diaspora au pays ou à l'étranger. Même dans les initiatives de regroupement associatif, la recherche du partenaire financier se confond avec la recherche d'un parrain grand frère. D'un point de vue global, les jumelages rencontrés dans les pays du Sud sont l'œuvre d'un fils vivant ou ayant travaillé dans le Nord.

entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. A juste titre, observatrice attentionnée de la situation de dégradation continue, A. Kabou (1991, p.27), souligne :

« L'Afrique ne se meurt pas : elle se suicide dans une sorte d'ivresse culturelle pourvoyeuse de seules gratifications morales. Les injonctions massives de capitaux n'y pourront rien. Il faudrait d'abord désintoxiquer les mentalités. Les africains sont largement persuadés que leur destin doit être pris en charge par des étrangers ».

Que faire pour redonner confiance aux populations, surtout à la jeunesse ? Cette dernière semble désespérée et cherche à atteindre par tous les moyens la « source du bonheur » qu'est l'Occident. L'immigration clandestine témoigne de la situation de désespoir que vit cette frange de la population. Il n'y a pas un jour où les médias internationaux ne présentent des images de désolation des migrants en mer. Le drame de Lampedusa⁹⁰, le 03 octobre 2013, en est une illustration et rien ne dissuade les éventuelles candidatures à renoncer. Les décomptes macabres de l'océan méditerranéen sont horribles. K. Nubukpo (2011, p.11), relève cet aspect triste de la réalité africaine en ce début du 21^{ème} siècle en ces termes.

« Les vagues de migration vers le monde occidental sont également les dernières variables d'ajustement d'un système politico-économique voué à l'échec, piloté par des dirigeants qui s'abreuvent de milliards de francs CFA pendant que leurs populations, jeunes, affrontent la fureur de l'océan Atlantique, (...) ».

En 2017, la chaîne de télévision américaine CNN avait présenté des images dégradantes pour l'humanité en ce 21^{ème} siècle, où les migrants africains étaient vendus comme des esclaves. Cette description montre à quel point le triomphe à outrance d'une culture de l'échec et du désespoir, sont en passe de gagner l'esprit de la masse

⁹⁰ Lampedusa est une petite île sicilienne de l'Italie située à 100 km des côtes nord-africaine. C'est la première frontière d'entrée en Europe. Elle est devenue l'île de faux espoirs pour des milliers de candidats migrants africains.

des jeunes. Quelle alternative pour maintenir les gens sur place tant soit qu'il y a des potentialités économiques avérées ou dormantes dans toutes les régions ? Il est évident qu'il n'y a d'eldorado nulle part sur cette planète, à l'image de *Candide ou de l'optimisme* de Voltaire (1759), il faut cultiver son jardin. Il faut emmener le monde paysan et les développeurs à s'occuper des aspects qui sont susceptibles de conduire au changement et d'améliorer le quotidien de tout un chacun. Le meilleur de la société réside dans cette idéologie.

Dès lors, les aider à se développer, c'est d'abord les encourager à créer les conditions psychologiques de réceptivité au changement ; c'est favoriser l'émergence d'un vaste débat résolument décomplexé sur leur volonté de développement. A. Kabou (1991, p.27). La domination, l'ingérence des puissances étrangères d'une part, et les faiblesses institutionnelles des pays du Sud d'autre part, contribuent à la faillite des Etats de l'Afrique subsaharienne. Cette situation perpétue et entretient la spirale de la dépendance et de l'instabilité. Chaque élection, surtout présidentielle représente des incertitudes sur tous les plans.

Le constat qui se dégage de cette analyse est qu'à côté des conditions difficiles entretenues par les populations elles-mêmes et aidées par les partenaires en développement et la diaspora au pays ou à l'extérieur, il y a bien des activités intrinsèques dans chaque village à valoriser pour des générations actuelles et montantes P. Hugon (2016, p9).

Si le centre du monde ne se trouve nulle part, il est évident que le centre du développement économique et social ne se trouve nulle part. Chaque entité sur cette planète, en fonction de ce qu'elle pose comme action en faveur des générations actuelles et futures, est en

mesure de revendiquer d'être le centre de ce monde pluriel. A cet effet, les configurations développementistes O. de Sardan, (1995a, p7) doivent prendre en compte les dynamiques de dedans (G. Balandier ; 1971), dans tout processus de développement afin d'éviter de tomber dans ce que M. Guéneau et Lecomte (1998) qualifient de marigot de l'aide, quand ils évoquent la faillite de l'assistance extérieure en Afrique. Ils démontrent dans leur livre que lorsque les ressources des organisations de base proviennent en premier lieu de sources externes, il est rare que cela produise des organisations solides et durables, enracinées dans des motivations profondes. M. Guéneau et B. Lecomte, (1998, p.37). Cette analyse rejoint celle développée par M. Crozier (1979), pour qui, on ne change pas une société par décret. L'émergence ne se décrète pas, elle se vit et c'est le couronnement de plusieurs actions conjuguées.

Ceci nous amène à évoquer ces activités socioéconomiques ignorées qui ont contribué de manière conjuguée à la dégradation de l'environnement et de la perpétuation de la pauvreté.

L'évolution de l'agriculture des pays avancés a connu des périodes difficiles avec des pratiques les plus rudimentaires avant d'être au niveau où elle se trouve actuellement. La modernisation des systèmes de production fait partie des pratiques qui restent toujours d'actualité pour les pays à faible taux de mécanisation comme le Togo. Le processus qui a conduit les nations du nord, certaines du Sud, au développement et à la croissance n'a pas été linéaire. Le parcours a été semé d'embûches parfois insurmontables. La crise des différents régimes, les dégâts des différentes guerres, les épidémies n'avaient pas laissé de place à l'espoir. Hormis la traite négrière et l'esclavage, certaines d'entre elles ont connu la même situation que

celles des pays africains : troubles d'ordre épidémique, politique, économique, guerre, colonialisme et effets du changement climatique.

La résilience dont a fait preuve ces dernières, témoigne de leur situation plus ou moins stable aujourd'hui. Les pays d'Afrique subsaharienne, quant à eux, semblent être installés pour longtemps dans la stagnation sociale, politique, économique et rien ne présage d'un sursaut d'orgueil. L'abandon face à la vague oppressive de la pauvreté de leur propre destin aux autres pays dits développés a fait de cette partie du monde, la région la plus assistée en matière de développement. L'extrapolation en matière de développement ne donne pas de base solide à un épanouissement complet aux populations. Cependant, des systèmes de production adaptés à leur niveau de vie technique restent largement inexploités. Ce qui conduit Devèze (1996, p.15) à qualifier l'agriculture africaine au sud du Sahara de peu performante. Nous évoquons, à cet effet, la culture attelée et la traction animale qui restent ignorées ou qui restent faiblement vulgarisées pour les couches les plus démunies. Voilà des moyens et des pratiques culturelles à moindre coût capables de révolutionner les pratiques traditionnelles de production et contribuer considérablement au relèvement du niveau de vie des populations à la base en quête de stabilité économique. En quoi consistent ces pratiques culturelles ?

2.2. Pratique non vulgarisée : la culture attelée

La culture attelée reste un moyen qui permet à l'agriculture traditionnelle de suppléer à la force physique humaine, la traction animale. C'est une méthode qui permet l'augmentation de la superficie emblavée. Manier une paire de bœufs attelée à la charrue en bois ou métallique réduit la force physique de l'utilisateur : le paysan

ou l'agriculteur fournira moins d'énergie que s'il devrait utiliser la houe. La force humaine est moins sollicitée et répond au manque de la main d'œuvre rurale qui s'effrite de jour en jour par les activités qui attirent plus les jeunes : conducteur de taxi-moto, vente du carburant de contrebande et activité d'agents vigiles très en vogue ces derniers temps. Avec l'effritement de la main d'œuvre rurale, le minimum qui existe revient cher pour le paysan. La culture attelée vient combler ces difficultés. Les résultats de l'adoption de la méthode restent la meilleure productivité.

Elle est nécessaire pour une ébauche de la modernisation de l'agriculture traditionnelle. Présentant les résultats positifs de la culture attelée, Devèze (2008, p.161) montre que le développement de la culture attelée a un effet majeur significatif et qui a participé à booster l'expansion des espaces cultivables de la culture du coton et par ricochet, le revenu du paysan au Burkina Faso. Il démontre par-là que la culture attelée permet aux paysans de dépasser le seul cadre de la culture de subsistance. Alors les paysans ayant adopté cette pratique culturale ont les moyens et le temps de travail réduit pour l'agriculture vivrière. De plus, ces derniers ont tendance à se donner davantage à la culture de rente : le coton principalement. Avec ces revenus, le paysan dispose de ressources financières lui permettant d'améliorer son niveau de vie et l'ensemble de sa famille. Les défis des problèmes de santé et la scolarisation des enfants trouvent des réponses adéquates. Le paysan dans ce cas, ne participe pas à la reproduction des analphabètes, mais contribue à combattre l'obscurantisme notoire qui gangrène les familles dans les campagnes africaines.

Il est de bon ton pour le gouvernement togolais qui ambitionne transformer l'agriculture, de vulgariser la traction animale qui

participe à bien d'autres activités comme l'agriculture, le transport. Chaque famille pourrait disposer d'une telle technique ou dans les moindres cas promouvoir l'activité au niveau de chaque groupement de producteurs et d'artisans bien structurés. La traction animale offre des avantages pour les populations pauvres qui n'ont pas les moyens de s'offrir les outils de la motorisation.

Sur le plan agricole, la traction animale permet à l'agriculteur d'élargir son espace cultivable. Une autre situation qui constitue un handicap aux populations, reste la méthode de production agricole. La force humaine est largement utilisée et ne permet pas l'exploitation de grands espaces. La culture attelée, pratique culturelle évoluée bien que possédant des avantages à la fois économique et écologique, a du mal à s'adopter dans la Région de la Kara. Elle se rencontre rarement (1% de la population cible) à Agbassa, introduite lors du projet FED et à Koré dans le canton de Massédéna. Le manque de moyens financiers pour faire face aux intrants de plus en plus chers trouverait une solution avec la promotion de la culture attelée si celle-ci était pratiquée.

Présentant l'intérêt de la culture attelée, Kanda (2000) montre que :

« Dans la culture attelée, l'éleveur-agriculteur utilise le fumier abandonné par les bovins pour enrichir ses champs et les produits végétaux pour nourrir ces animaux ; c'est une association d'activités à bénéfices réciproques [...] Avant la culture attelée, les bovins sont conduits aux pâturages chaque matin. Le soir, ces bovins sont maintenus aux piquets sur l'étendue du futur champ à cultiver. Dès les premières pluies, ces animaux sont déplacés sur un autre futur champ et l'emplacement initial est utilisé pour la culture vivrière. De cette façon, les éleveurs-agriculteurs font des économies substantielles en évitant d'acheter des engrais chimiques qui

coûtent très chers [...] et qui, à la longue détériorent les champs ».

Cet intérêt présenté par Kanda (2000) est loin d'être introduit dans la région comme une pratique agricole. Seuls les peulhs sédentaires pratiquent correctement cette méthode. En général, les moyens pour les paysans de s'offrir ne serait-ce qu'une paire de bœufs de trait sont limités. Du moins, les populations se mettraient en groupement, qu'il serait facile pour elles d'opter pour cette pratique. Ailleurs (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), dans les milieux où la traction asine est développée, l'âne joue un rôle important que ce soit dans les campagnes ou en ville.

Dans les campagnes où les voies de communication sont rares ou difficiles d'accès pour les voitures, grâce à la charrette, l'âne devient le moyen de transport par excellence pour les marchandises et les personnes. Dans ces contrées, le portage reste l'activité principale qui est réservée à la femme. Cette pratique ne donne pas la dignité à la gente féminine. Ainsi, la couverture des besoins en eau et en bois de chauffage se fait par portage sur des distances de plus en plus longues. La faible utilisation de chariots attelés oblige le transport des récoltes du champ au village et aux greniers par les femmes, généralement par portage sur la tête (charge pouvant aller jusqu'à une vingtaine de kilos J. M. Henriët (2005, p.101).

Dans les zones urbaines, ils jouent le rôle de taxi-bagage et interviennent dans la voirie urbaine avec l'enlèvement des ordures ménagères.

A l'image du cheminement de la recherche, il existe belle et bien des pratiques au ras du sol qui ne nécessitent pas des experts des grandes universités à donner l'orientation pour la lutte contre la

pauvreté. L'artisan chargé de l'équipement et de la réparation est formé et réside bien dans le village. L'enjeu dans le cheminement de cette recherche, c'est de miser sur un processus de transformation des terroirs par des moyens plus proches des populations. La politique de la promotion de toute l'économie de ces territoires doit être axée, dans un premier temps sur la valorisation des ressources et des savoirs-locaux. Dans un second temps, les connaissances et les expériences externes devront venir en renfort, pas l'inverse. La pauvreté dans ce contexte trouvera un répondant à la hauteur des difficultés des populations.

3. Ecotourisme, option innovante d'un développement viable pour les communautés à la base

A l'heure où le gouvernement togolais s'est engagé avec l'appui des partenaires en développement pour une gouvernance démocratique à la base, une certaine éducation visant les changements de mentalités doit être inculquée à la population. Longtemps resté perméable aux stratégies de développement ascendant, le libéralisme institutionnel impose et contraint les acteurs locaux à être le moteur de leur propre destinée. Il est certain que les solutions aux problèmes de développement du continent africain reposeront sur l'appropriation sociale du processus démocratique et, partant sur la participation effective des communautés organisées à la gestion de leurs affaires locales S. Ouattara, (2007, p.6). Il va sans dire que la notion locale du bien public A. R. Sawadogo, K. D. Ouedraogo, (2001, p.17) doit être redéfinie ensemble avec les acteurs locaux.

3.1. La décentralisation comme moteur du processus

Le gouvernement togolais, en s'engageant effectivement sur la voie de la décentralisation, s'accorde que l'élargissement des libertés

locales reste le tremplin le plus sûr du développement de l'Afrique. En effet, il faut admettre que ceux qui ont privilégié la décentralisation comme modèle de gouvernance avaient depuis la fin de la deuxième moitié du 19^e siècle fait le bilan dévastateur de la centralisation. Ainsi, le décret du 25 mars 1852 de la France sur la décentralisation stipulait :

« Considérant que, depuis la chute de l'Empire, des abus et des exagérations de tout genre ont dénaturé le principe de notre centralisation, en substituant à l'action prompte les autorités locales, les lentes formalités de l'administration centrale ;

Considérant qu'on peut gouverner de loin, mais qu'on n'administre bien que de près ; qu'en conséquence, autant il importe de centraliser l'action gouvernementale de l'État, autant il est nécessaire de décentraliser l'action purement administrative ».

La décentralisation amorcée, sans toutefois rentrer dans les velléités indépendantistes, accorde un pouvoir de décision et d'actions aux communautés. Les sources de revenu de la commune reviennent aux acteurs à les identifier et à les mettre en valeur. Si le développement ascendant auquel les peuples ont été soumis depuis longtemps ont passé à côté des ressources locales potentiellement viables pour les économies des communautés à la base, il est fort probable pour les populations de déclarer une seconde indépendance, bref une renaissance : la gestion de leur terroir qu'elles maîtrisent plus que n'importe quels apprentis sorciers du développement. Refusant maintenant d'être des acteurs de développement du sous-développement M. Camlacho (2013, p.19), elles ont la latitude d'identifier leurs difficultés et les moyens de parvenir à des solutions. Et parmi ses potentialités ignorées par les apprentis sorciers en développement, qui à eux seuls savaient ce qui est bon pour les populations, figurent en bonne place l'écotourisme. Il reste en cette

période d'incertitude climatique, une source économique inépuisable et de protection de l'environnement.

Le tourisme rural prend de l'importance avec les changements climatiques et il va de l'intérêt des entités en voie de décentralisation de saisir l'opportunité pour renflouer leur budget de fonctionnement. Tout est une question d'organisation interne où chaque citoyen, de près ou de loin, trouve son intérêt. Dans l'esprit de la décentralisation, c'est à chaque commune de chercher les voies et moyens pour relever les défis de développement du territoire communal. Comme le souligne G.. Lambony et K. (2008, p.30), les communes acquièrent une autonomie financière, c'est-à-dire que les dépenses sont couvertes par les recettes des collectivités locales.

3.2. La conservation de la biodiversité

Une autre ressource capable de contribuer au développement des communautés reste la conservation d'animaux en voie de disparition. Le principe étant acquis, il reste pour les communes en général et les communes rurales en particulier qui touchent le centre d'intérêt de notre recherche, à valoriser les richesses dont elles disposent dans leur environnement immédiat. Les travaux de Koumantiga (2012) sur l'écotourisme publiés sur le site de : journals.openedition.org, donnent une idée de ces richesses non valorisées.

Les changements climatiques sont une réalité aujourd'hui et les conséquences sont observables pour toutes les couches de la société humaine. Les résultats tangibles de la lutte contre ce phénomène ne peuvent en aucun cas se réaliser de manière sectorielle. C'est de façon globale, qu'il est possible de renverser les tendances. Tout le monde

sans distinction de classe sociale, de culture, doit faire face à cet ennemi commun qu'est le dérèglement climatique. Chacun d'entre nous à tous les degrés des couches sociales doit être ambassadeur de la régénérescence et de la protection de l'environnement. Les populations rurales doivent être donc impliquées à toutes les phases en apportant chacune à sa manière à la restauration de l'environnement. La protection durable de l'environnement va constituer à coup sûr pour les collectivités une source de devises économiques. En effet, pour l'UNESCO (2011), c'est les savoir-faire autochtones des Ogiek qui ont permis de restaurer la forêt de Mau, victime d'un déboisement intensif. A l'image de cette communauté, il faut donner aux communautés rurales la place qu'elles méritent.

Pour faire face aux défis du changement climatique, l'entreprise collective de la communauté rurale doit être axée sur la création des espaces verts, des circuits touristiques, la conservation des forêts classées, la création des forêts artificielles. La conservation des espèces animales menacées de disparition doit aller de pair avec la conservation sous toutes ses formes de biodiversités. Les communes rurales ont de quoi garantir des finances abondantes. En s'organisant dans la protection des aires protégées, elle se donne une autorité indéniable sur ces parcelles où les scientifiques interviennent pour leur recherche. Le développement de la science botanique et environnementale va de pair avec le respect des normes d'entrée et de sortie des différentes aires protégées et parcs aménagés. A juste titre, M. Honey (1999, p.4), soutient :

« Autour du monde, l'écotourisme a été acclamé comme une panacée : une forme de financer la conservation de la recherche scientifique, de protéger les écosystèmes vierges et fragiles, de bénéficier aux communautés rurales, de promouvoir le développement dans les pays pauvres, de renforcer la

sensibilité écologique et culturelle, d'insuffler une conscience sociale et environnementale à l'industrie, de satisfaire et éduquer les touristes et même d'après certains, de bâtir la paix mondiale »

La politique de la reforestation est appropriée par tous les habitants. La marge de délivrance d'une licence de recherche aux chercheurs avant tout accès à une zone protégée n'est plus discutable. Cette licence vaut un coût à prendre ou à laisser. Dans une étude de la FAO en 2007, l'organisation reconnaît l'intérêt que revêt l'amélioration de la foresterie sur la réduction de la pauvreté en milieu rural. Les faunes doivent être des propriétés des paysans. Les bénéfices enregistrés dans le cadre de la gestion des espaces verts, les aires protégées et aux sorties de terrain des chercheurs, sont reversés dans la réalisation des infrastructures d'intérêt collectif. Les résultats sont visibles et appréciés. Ceci amène les populations à une prise de conscience de l'intérêt à privilégier la valorisation des potentialités existantes dans leur environnement immédiat. L'activité de la conservation de l'environnement crée dans ses conditions, des emplois pérennes aux ruraux avec la mise sur pied des guides et des conservateurs. Tout le monde y gagne. Le tourisme écologique reste et demeure une richesse inépuisable.

Le patrimoine culturel des communautés doit être conservé pour le bien des générations actuelles et futures. Ce n'est pas les communautés Temberma dans la préfecture de la Kéran qui diront le contraire du bien qu'elles tirent de leur site Koutamakou, placé Patrimoine Culturel Mondial de l'UNESCO. L'écotourisme est un socle sur lequel le développement durable est possible. En effet, comme le clarifie si bien P. Hugon (2016, p.174), la biodiversité, variété de l'ensemble des êtres vivants, écosystèmes et espèces, est un

élément de résilience des écosystèmes aux changements climatiques, une ressource pour l'écotourisme et pour la recherche scientifique.

Conclusion

Les potentialités économiques locales, longtemps ignorées au profit des projets de développement qualifiés de tout prêt, la coopération au développement selon les termes empruntés à Alain Marie (2005), de : « Coopération-cadeau » ou « coopération-conteneurs » ou bien « coopération limonade », apparaissent en cette période d'incertitudes climatiques comme faisant partie intégrante des dispositifs de la lutte contre le réchauffement climatique. Les résultats d'une telle politique de développement a plongé les communautés africaines dans un cercle vicieux de lutte contre la pauvreté. Un projet de développement appelle toujours un autre. Une réorientation des stratégies de développement s'avère indispensable avec un transfert de responsabilités d'identification des besoins, une responsabilité de gestion et de contrôle aux bénéficiaires.

A l'heure du bilan, l'expérience de soixante ans d'indépendance a contraint les décideurs à tous les niveaux à changer de stratégie. Il faut revenir sur terre et puiser dans l'environnement immédiat, les ressources à valoriser pour le bien de tous. L'esprit de cadeau fort enraciné dans la mentalité du paysan doit faire face à un esprit de confiance en soi et de capacité. Il n'est plus question de jeter du discrédit du retard des milieux sur les cadres fonctionnaires ou les opérateurs de développement, il est question d'amener les acteurs locaux à admettre avec eux-mêmes, qu'ils sont au centre du devenir de leur situation. L'opposition, villages riches et populations pauvres, constatée actuellement dans l'espace et dans le temps trouve une solution durable avec la valorisation des potentialités à la portée des

populations. La pauvreté, la violence, l'immigration clandestine dont les candidats se recrutent le plus souvent dans des milieux défavorisés trouve une réponse. Le milieu retient ses fils sur place qui sont fiers de participer à la marche du village.

Aucun environnement dans ce monde n'est une donnée toute faite. La nature a toujours été une nature marâtre pour l'homme. C'est l'intelligence et la volonté de l'homme qui arrivent à la dompter. Le cas d'Israël, un pays désertique dont les hommes et les femmes ont réussi par leur engagement à faire un des lieux où nombres d'africains considèrent comme un eldorado. Une éducation axée sur le développement personnel va accompagner les pauvres, vivant dans des milieux naturellement riches, à être réceptif à tout changement radical dans la vision du développement. A terme, il faut donc finir avec l'agriculture de subsistance, finir avec une production pour la production afin de transformer les exploitations familiales en mode entreprise. Pour décourager les départs des jeunes, il faudra créer les conditions favorables à les amener à entreprendre dans l'agrobusiness. Dans cet objectif, on peut alors dire que le développement, c'est la vision de ceux qui sont en situation d'obstacles à l'épanouissement. La réalisation d'une telle ambition ne saurait être possible sans une prise en compte des défis de l'écologie. La considération des effets négatifs de l'accroissement vertigineux de la population, les conséquences environnementales de l'agriculture extensive, la rareté de l'eau potable et la montée des eaux de l'océan pour cause de la disparition des glaciers, doivent conduire à relever les défis de l'écologie et conduire à une planète plus raisonnable.

Bibliographie

- ASSOGBA Yao, 2004, *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire : le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire*, Québec, Presse Université Laval.
- BALANDIER Georges, 1971, *Sens et puissance ; les dynamiques sociales*, Paris, Nathan.
- CAMACHO Martine, 2013, *Les Afriques cobayes : 40 ans de développement du sous-développement*, Paris, Mon Petit Editeur.
- CROZIER Michel, 1979, *On ne change pas une société par décret*, Paris, Grasset.
- DABITORA Koumantiga, KPERKOUMA Wala, BATAWILA Komlan et AKPAGANA Koffi, 2012, Les potentialités écotouristiques dans la préfecture de Doufelgou (Togo, Afrique de l'Ouest), *Études caribéennes* [En ligne], DOI : <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.6326>
- DEVEZE Jean-Claude, 1996, *Le réveil des campagnes africaines*, Paris, Karthala.
- DEVEZE Jean-Claude, 2008, *Défis agricoles africains*, Paris, Karthala.
- GEGARD Le Thiec, 1996, *L'agriculture africaine et la traction animale*, Versailles, Editions Quae.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe et NYASSOGBO Kwami Gabriel, 2008, *Lomé. Dynamique d'une ville africaine*, Paris, Karthala.
- GOUROU Pierre, 1982, *Terre de Bonne Espérance : le monde tropical*, Paris, Plon.
- GUENEAU Marie-Christine, Lecomte Bernard J., 1998, *Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide*, Paris, L'Harmattan.

- DUTEURTRE Guillaume, Bernard Faye, 2009, *L'élevage, richesse des pauvres : Stratégies d'éleveurs et organisations sociales face aux risques dans les pays du Sud*, Versailles, Editions Quae.
- HENRIET Jean-Michel, 2005, *L'Afrique et le Moyen-Orient en fiche*, Paris, Edition Bréal.
- HONEY Martha, 1999, *Ecotourism and développement sustainable: Who Owns Paradise*, Washington DC, Island Press.
- JUHE Dominique, 2010, *Forêts sacrées et sanctuaires boisés. Des créations culturelles et biologiques* (Burkina Faso, Togo, Bénin), Paris, Karthala.
- KABOU Axelle, 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris, L'Harmattan.
- MICHEL Crozier et Erhard Friedberg, 1977, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.
- NUBUKPO Kako, 2011, *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest, du coton au franc CFA*, Paris, Karthala.
- HUGON Philippe Hugon, 2016, *Afriques : Entre puissance et vulnérabilité*, Armand Colin.
- RAOGO Antoine Sawadogo, KADRE Désiré Ouedraou, 2001, *L'état africain face à la décentralisation : la chaussure sur la tête*, Paris, Karthala.
- UNESCO, 2011, *Des pays en marche vers l'éducation pour le développement durable : examen des expériences nationale ; Chili, Indonésie, Kenya, Oman, Pays-Bas*.
- ROSTOW Walt Whitman, 1963, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Editions du Seuil